

Une présidente indépendantiste à Taïwan : tensions à venir entre Taipei et Pékin ?

40 /// 25 février 2016

A l'attention du lecteur • Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.
Directeur de publication : Véronique Schultz.

Le 16 janvier 2016, la candidate indépendantiste du PDP¹, Tsai Ing-wen, est élue présidente de la République taïwanaise². Elle est la première femme à accéder à ce niveau de responsabilité à Taïwan. Réaffirmant sa volonté de maintenir la stabilité dans le détroit de Formose, elle rappelle aussi son attachement à l'identité et à la démocratie insulaires, ce qui ne manque pas de déplaire à la Chine continentale. La satisfaction de la population taïwanaise face aux résultats du scrutin s'est ainsi doublée d'une inquiétude des réactions de Pékin. L'ambivalence de la position américaine n'a fait que confirmer les interrogations des pays voisins sur la portée et l'impact de l'élection sur la situation géopolitique régionale.

1. FAITS

L'élection. Largement élue avec 56 % des suffrages, contre 31 % au candidat du KMT³ Eric Chu, Tsai Ing-wen prendra officiellement ses fonctions le 20 mai 2016. Pour la première fois de son histoire, le PDP remporte simultanément la majorité absolue des sièges au Parlement, le *Lifā Yuàn*. La volonté des Taïwanais de renforcer les marges de manœuvre du nouveau pouvoir semble ici patente. Afin de rassurer Pékin et Washington, la nouvelle présidente a prudemment évité de parler d'une indépendance de Taïwan, à la différence de sa campagne de 2012. Elle a aussi indiqué vouloir maintenir le *statu quo* dans les relations inter-détroit⁴ et ne pas attenter au « consensus de 1992 »⁵, qu'elle ne reconnaît pourtant pas à ce jour. Le PDP

a annoncé dès le 19 janvier 2016 une proposition de loi sur la supervision démocratique des accords passés avec la Chine, se différenciant ainsi de la politique peu transparente menée jusque-là par le président Ma Ying-jeou. Ces élections semblent valider le fait que la nouvelle génération montante d'électeurs insulaires s'identifie désormais bien plus à Taïwan qu'à la Chine continentale. Pour le PDP, l'équilibre s'annonce difficile à trouver entre sa volonté de renforcement de la nation taïwanaise et le maintien parallèle de la « détente » diplomatique avec la République populaire de Chine (RPC).

Méfiance en Chine et satisfaction à Taïwan. Les autorités chinoises ont rapidement réagi à ces résultats électoraux, de manière certes moins agressive que par le passé mais sans pour autant masquer leur agacement. Menaces voilées et tentatives de minimisation de l'événement se sont ainsi succédé dès le 16 janvier 2016 : censure temporaire du nom de la nouvelle présidente sur l'Internet chinois ; réaffirmation du principe d'« une seule Chine » par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Hong Lei, mettant significativement en garde les Etats-Unis contre toute ingérence « intérieure »⁶. Allant plus loin, le lieutenant-général de l'APL⁷, Wang Hongguang, a déclaré qu'une marche vers l'indépendance de l'île ne serait pas tolérée. Les Chinois soutiennent par ailleurs que le résultat de cette élection ne signifie pas un vote pour l'indépendance mais pour l'alternance politique⁸. La montée d'un sentiment anti-continental dans l'île est toutefois reconnue, bien qu'assimilée à des « malentendus ». L'arrivée au pouvoir de Tsai Ing-wen semble perçue à Pékin comme un échec de sa politique d'influence et de rapprochement, de mauvais augure pour une éventuelle « réunification » politique. La nouvelle dirigeante taïwanaise est cependant « encouragée » à faire preuve de pragmatisme pour assurer la stabilité de la zone, ce que la majorité de la

¹ Parti démocrate progressiste, ou *Minjindāng*.

² Depuis 1949, Chine et Taïwan se considèrent toutes deux comme des « républiques de Chine ». La dénomination « taïwanaise » est ici utilisée pour la seule clarté du propos.

³ Parti nationaliste taïwanais, ou *Kuomintang*.

⁴ Tsai Ing-wen Elected President of Taiwan, First Woman to Hold Office. *New York Times*, 16 janvier 2016. Consulté le 04/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2Ykj>

⁵ Issu d'un accord non-écrit entre Taipei et Pékin, il affirme l'existence d'« une Chine, des interprétations différentes » (*yi zhong, ge biao*). Cependant, nombre d'experts soulignent l'existence d'arrière-pensées

réiproques, la définition du *statu quo* par les deux voisins n'étant pas forcément identique, donc source potentielle de tensions.

⁶ La Chine exhorte les Etats-Unis à être prudents sur la question de Taïwan. *Xinhuanet*, 18 janvier 2016. Consulté le 04/02/2016. Disponible sur : http://french.xinhuanet.com/2016-01/18/c_135020912.htm

⁷ Armée populaire de libération, c'est-à-dire l'armée de la RPC.

⁸ Taiwanese choose Tsai, not independence. *Global Times*, 17 janvier 2016. Consulté le 04/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2YoV>

population insulaire perçoit comme un chantage à la paix obérant le droit de l'île à choisir librement son futur. Malgré cette inquiétude, les Taïwanais se montrent fiers de cette élection et de leur identité, scandant le soir des résultats « Nous sommes Taïwanais »⁹, comme réponse à Pékin.

Des réactions internationales mitigées. A l'image de l'Australie, la plupart des capitales, en particulier asiatiques, ont salué l'élection présidentielle comme le signe d'un renforcement de la démocratie taïwanaise¹⁰. Elles s'interrogent cependant sur ses éventuelles conséquences pour la sécurité régionale¹¹. L'Inde et les Etats-Unis apparaissent partagés entre soulagement et interrogations sur l'avenir de l'île. Les Américains ont noté le message chinois à leur rencontre. Tout en souhaitant le maintien de la paix inter-détroit, ils avaient demandé à Pékin le 13 janvier de respecter le résultat des urnes et ont apporté le 16 janvier leur soutien au futur gouvernement taïwanais. Dès le 16 décembre 2015, Washington avait d'ailleurs annoncé la plus importante vente d'armes à Taïwan depuis quatre ans, aussitôt qualifiée de « provocation » par la Chine. Au Japon, on évoque un « tremblement de terre¹² » politique gênant Pékin et faisant redouter une montée des tensions, mais on espère néanmoins que la Chine maintiendra une position attentiste, afin d'évaluer l'attitude taïwanaise dans les prochains mois.

2. CONTEXTE

Taïwan, entre volonté d'indépendance et réunification sous contraintes. L'île de 23,5 millions d'habitants est détachée de la Chine continentale par le Japon en 1895¹³ puis *de facto* à la fin de la guerre civile en 1949¹⁴. Depuis lors, la République de Chine, dénomination officielle de Taïwan, n'a jamais signée de traité de paix avec sa « sœur ennemie » continentale. A ce jour, les deux Etats ne se reconnaissent toujours pas mutuellement, n'entretiennent aucune relation diplomatique et revendiquent tous deux leur légitimité sur la totalité des terres chinoises. Le *Kuomintang* (KMT) de Ma Jing-jeou considère officiellement Taïwan comme la seule « vraie Chine »¹⁵, limitée temporairement à une « région » taïwanaise, base de la reconquête et de la réunification avec le continent. La Constitution taïwanaise de 1947¹⁶ conserve encore la référence à un gouvernement de la Chine entière. Le « consensus de 1992 » représente cependant la première

tentative de rapprochement entre les deux rives du détroit de Formose. Fin 2007, Ma Ying-jeou l'intégrait à son **programme politique des « cinq oui »¹⁷ et des « trois non »**, ces derniers incluant le refus d'une unification, de l'indépendance et de l'usage de la force, soit le maintien du *statu quo*. L'ensemble a été réaffirmé lors de l'**entretien « historique » Xi Jinping - Ma Ying-jeou à Singapour le 7 novembre 2015**, mais demeure porteur d'ambiguïtés. La Chine y voit d'ailleurs l'occasion d'une réunification rampante. Le KMT veut une « régénération » chinoise mais non un rattachement hâtif aux conditions continentales. Depuis son élection en 2008, le président taïwanais présente cette politique comme un rapprochement graduel qu'autoriserait la mise de côté temporaire de la question de la souveraineté. Cette « **trêve** » **diplomatique** prétend protéger Taïwan tout en tirant les bénéfices d'un excédent commercial avec le continent¹⁸. Signé en 2010, le **traité ECFA**¹⁹ accélère l'intégration économique, touristique et scientifique entre les deux rives. La méthode utilisée dans les négociations, entre partis KMT et PCC sans droit de regard du Parlement ou de la population taïwanaise, a fait douter cette dernière de la capacité de son gouvernement de ne rien céder. L'attitude de Ma Ying-jeou est jugée trop conciliante avec la Chine, en particulier durant la crise des îles *Senkaku/Diaoyu*²⁰ en 2012, et une politique de défense floue, malgré des dépenses militaires en hausse²¹, a renforcé les craintes d'un alignement sur Pékin²².

En mars-avril 2014, le **mouvement des « Tournesols »** marque les limites de cette action, le nouvel accord de libéralisation des services ne pouvant être ratifié devant la révolte étudiante. Le KMT est en outre largement battu aux élections locales de novembre 2014. Cette protestation est alors interprétée comme la confirmation d'un sentiment identitaire taïwanais, se renforçant avec l'instauration graduelle d'une démocratie insulaire ne voulant pas d'un asservissement chinois déguisé²³. Représenté par le PDP, ce nationalisme insulaire se défie du nationalisme réunificateur du KMT et accuse Ma Ying-jeou d'avoir fait trop de concessions pour maintenir le dialogue inter-détroit. Avec l'ECFA, le président taïwanais a en effet pris le risque d'une dépendance économique et politique en faisant profil bas sur la scène internationale²⁴. Par exemple, Taïwan ne dépose plus de candidature annuelle pour intégrer l'ONU. La position internationale de Taipei face à l'irréductibilisme chinois s'est affaiblie, alors que la menace militaire chinoise

⁹ Madam President. *Taipei Times*, 17 janvier 2016. Consulté le 04/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2YpK>

¹⁰ Taiwan election : A victory for democracy as well as the DPP. *Lowy Institute*, 18 janvier 2016. Consulté le 04/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2Yq3>

¹¹ A 'New Era' of Democracy in Taiwan : Implications for Regional Security & Economy. *Institute of Peace and Conflict Studies*, 18 janvier 2016. Consulté le 05/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2YpT>

¹² Taiwan vote causes a political 'earthquake'. *Japan Times*, 17 janvier 2016. Consulté le 05/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2Yqv>

¹³ Après sa victoire sur la Chine, le Japon a rattaché l'île à son empire, aux termes du traité de Shimonoseki en 1895, et l'a conservée jusqu'en 1945.

¹⁴ De 1927 à 1949, les communistes de Mao Zedong affrontèrent les nationalistes de Tchang Kaï-chek pour le contrôle de la Chine. La défaite de ces derniers les conduisit à se réfugier à Taïwan en 1949.

¹⁵ Nationalismes chinois : retour sur un phénomène politique. *Monde chinois*, n° 42, 2015/2, p. 7-11.

¹⁶ Constitution of the Republic of China. *Office of the President, Republic of China (Taiwan)*. Consulté le 05/02/2016. Disponible sur : <http://english.president.gov.tw/Default.aspx?tabid=1107>

¹⁷ « Oui » au « consensus de 1992 », à un accord de sécurité, à la libéralisation des échanges économiques et culturels, au rôle international de Taïwan.

¹⁸ CHEVALERIAS, Philippe. La Chine, opportunité ou menace pour Taïwan ? *Diplomatie*, n° 68, mai-juin 2014, p. 67-71.

¹⁹ *Economic Cooperation Framework Agreement*.

²⁰ Senkaku et Diaoyu sont respectivement les dénominations japonaise et chinoise de ces îles nipponnes situées en mer de Chine orientale et revendiquées officiellement par la Chine depuis 1971.

²¹ Taiwan's Defense Spending. *Asia Maritime Transparency Initiative*, 18 mars 2015. Consulté le 08/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2LXk>

²² LE PESANT, Tanguy. La crise des îles et la relation Chine-Taïwan. *China Analysis*, n° 41, février 2013.

²³ Can Taiwan survive in the shadow of China ? *East Asia Forum*, 19 janvier 2015. Consulté le 08/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2Ljq>

²⁴ Les entreprises taïwanaises en Chine auraient un chiffre d'affaires représentant 35 % du PNB taïwanais. 40 % des exportations taïwanaises sont désormais à destination de la RPC (Hong-Kong compris).

n'a pas diminué, comme le confirme le dernier *National Defense Report* taïwanais²⁵. Cependant, si la majorité des insulaires souhaitent éviter toute confrontation asymétrique avec la Chine, perçue comme une terre d'opportunités économiques, 80 % d'entre eux s'opposent à la réunification. Le lien stratégique avec les Etats-Unis (cf. *infra*) et la démocratisation d'une île se voulant souveraine se conjuguent pour maintenir les facteurs de tensions entre les deux rives²⁶.

Aux yeux de la Chine, Taïwan doit être ramenée dans le giron « familial ». Elle n'est qu'une « île rebelle » à la mère-patrie continentale. Cette position n'a jamais varié depuis 1949 et dénie toute existence à une identité insulaire propre. Pékin considère Taïwan comme un accident de l'Histoire, permis par les agressions japonaises entre 1895 et 1945 et la protection de la *Navy* américaine depuis 1949. La question exacerbe un nationalisme chinois sciemment entretenu par le Parti communiste chinois (PCC). Significativement, les relations avec cette « province » à réunifier sont assurées par un Bureau des affaires taïwanaises. La politique indépendantiste du président taïwanais Chen Shui-bian (2000-2008), qui avait évoqué en 2002 la présence d'« un Etat sur chaque rive », avait provoqué la colère de la Chine et un surcroît de tension ayant fait craindre une escalade armée²⁷. La montée en puissance militaire et économique de Pékin²⁸ n'a fait qu'accroître ses revendications, en particulier concernant Taïwan et les Mers de Chine, et les tensions en Asie. **La loi chinoise « anti-sécession » du 14 mars 2005** prévoit le recours à la force contre toute indépendance taïwanaise mais aussi en cas d'épuisement des possibilités pacifiques de réunification. Xi Jinping considère l'île comme un des « intérêts fondamentaux » de son pays, à l'égal du Tibet, et en fait une question de souveraineté nationale²⁹. Le dernier *Livre blanc de la défense* chinois de mai 2015 confirme que la réunification reste un objectif stratégique, au besoin par la force³⁰. Dans la lignée de Deng Xiaoping, le dirigeant chinois semble privilégier une politique de « réunion pacifique » dans le cadre d'« un pays, deux systèmes » déjà appliqué à Hong-Kong, mais redouté à Taïwan, plutôt que de « libération » par l'APL. Cette position a été rappelée lors de la rencontre de Singapour. La RPC continue de modifier en sa faveur les rapports de forces économique et militaire³¹ dans le détroit. A l'intérieur même de l'île, **une politique de « front uni »** est ainsi menée par Pékin. Celle-ci combine différents leviers d'actions et d'influence politique, militaire et économique visant à diviser les Taïwanais et affaiblir leur

position diplomatique par diverses pressions³² et l'exclusion de Taipei des instances internationales³³. La RPC rompt aussi ses relations diplomatiques avec tout pays reconnaissant Taïwan, au nombre de 21 à ce jour, d'où entre autres la demande de « trêve » de cette dernière.

Une position américaine ambivalente. Depuis 1949, les Etats-Unis assurent la sécurité de Taïwan face à la Chine continentale. Pourtant, les deux pays n'entretiennent pas de relations diplomatiques officielles depuis 1979, Washington ne reconnaissant comme légal que le gouvernement de la RPC³⁴. Cette ambiguïté stratégique découle de la volonté de rapprochement diplomatique avec Pékin entreprise en 1972 par Richard Nixon, qui cherchait ainsi à contrer l'URSS. Le traité de sécurité américano-taïwanais de 1954 fut dès lors abrogé en 1978. Toutefois, étant donné l'intérêt géostratégique de l'île, il fut remplacé dès avril 1979 par le *Taiwan Relations Act*³⁵, toujours en vigueur, qui engage les Etats-Unis à défendre celle-ci en cas d'offensive militaire chinoise. Les Américains considèrent également ce texte comme une base légale pour la vente d'armes à Taïwan. Ces ventes se sont poursuivies³⁶ de manière sélective car les Etats-Unis prennent garde de ménager la Chine. Le « pivot » stratégique américain vers l'Asie, entériné à partir de 2012, a confirmé un regain d'intérêt pour la zone qui apaise en partie les craintes taïwanaises d'un « lâchage ». Bien qu'œuvrant à renforcer la position internationale de l'île³⁷, Washington préfère malgré tout préserver le *statu quo* actuel. Cela explique notamment le soutien américain non-officiel apporté à Ma Ying-jeou face aux indépendantistes aux élections présidentielles de 2012.

3. ENJEUX

L'avenir de Taïwan face à Pékin. La victoire en janvier 2016 de Tsai Ing-wen aux élections présidentielles et du PDP aux législatives préoccupe la Chine. L'objectif chinois était de peser sur le scrutin mais, surtout, d'orienter ses suites. D'abord en signifiant le caractère non-négociable du « consensus de 1992 », tout en soulignant l'accord de Ma Ying-jeou sur ce point. Xi Jinping avait ainsi indiqué au travers de la rencontre de Singapour les limites à ne pas franchir par le PDP. Ma Ying-jeou avait vainement cherché à faire apparaître le KMT et Eric Chu comme les seuls aptes à éviter les tensions en négociant avec les Chinois³⁸, sans paraître inféodé à Pékin³⁹. Malgré le risque d'un marché de dupes, Ma Ying-jeou est soupçonné de vouloir laisser son

²⁵ National Defense Report. *Taiwan's Ministry of National Defense*, 3 novembre 2015. Consulté le 08/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2Lwr>

²⁶ Taiwan : Cross-Strait Relations and the 2016 Elections. *The Diplomat*, 10 mai 2015. Consulté le 08/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2LvX>

²⁷ LE PESANT, Tanguy. Les relations Chine-Taïwan sous Ma Ying-Jeou. *Hérodote*, n° 150, 3^{ème} trimestre 2013, p. 67-85.

²⁸ La Chine est désormais la 2^{ème} puissance économique mondiale et possède le 2^{ème} budget militaire de la planète après les Etats-Unis.

²⁹ East Asian Strategic Review 2015. *National Institute for Defense Studies*, mai 2015. Consulté le 09/02/2016. Disponible sur : <http://www.nids.go.jp/english/publication/east-asian/e2015.html>

³⁰ The 2015 Chinese Defense White Paper on Strategy in Perspective. *Jamestown Foundation*, 22 mai 2015. Consulté le 09/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2iNo>

³¹ Le budget militaire chinois est 13,5 fois supérieur à celui de Taïwan.

³² Par exemple, manœuvres militaires récurrentes de simulation de débarquement dans le *Fujian*. Autour de 1 500 missiles chinois seraient aujourd'hui braqués en permanence sur Taïwan, contre 500 en 2005.

³³ Depuis 1971, la RPC a ainsi pris la place de Taïwan pour représenter officiellement la Chine à l'ONU.

³⁴ U.S. Relations with Taiwan. *U.S. Department of State*, 12 février 2015. Consulté le 09/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2LIB>

³⁵ Taiwan Relations Act. *Council of Foreign Relations*, 10 avril 1979. Consulté le 09/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2LJJ>

³⁶ Ces ventes d'armes atteindraient 18 milliards de \$ US depuis 2008.

³⁷ Obtention du statut d'observateur à l'OMS, invitation à participer au *Trans-Pacific Partnership* et tentative de rapprochement avec le Japon.

³⁸ DUBOIS DE PRISQUE, Emmanuel ; HEURTEBISE, Jean-Yves. Rencontre Ma Ying-jeou – Xi Jinping. *Lettre confidentielle Asie21*, n° 89, novembre 2015, p. 12-13.

³⁹ Une des raisons de la défaite du PDP aux présidentielles de 2012 avait été l'instrumentalisation de sa position sino-sceptique par Ma Ying-jeou afin d'inquiéter les électeurs.

empreinte dans l'Histoire avant de quitter le pouvoir, en se positionnant comme le « réunificateur » de la Chine⁴⁰. Le PDP se présente désormais comme indépendantiste au sens du **maintien du statu quo « réel » inter-détroit**, faute de mieux au vu de la puissance militaire chinoise. Tsai Ing-wen souhaite toujours un renforcement des capacités militaires taïwanaises et des liens avec les Etats-Unis, en participant par exemple au TPP⁴¹. Pour autant, même victorieux, ce parti sera sous la pression d'une montée des tensions à chacune de ses actions considérées comme « fauteuse de troubles », c'est-à-dire dès qu'un pas vers l'**indépendance** sera fait, ou supposé tel par la RPC. L'éventuelle application de la loi « anti-sécession » de 2005 fait figure d'épée de Damoclès pour le PDP et limite ses marges de manœuvre. Cette attitude d'ensemble de la RPC s'assimile à une tentative d'ingérence dans l'île, visant par une vassalisation préalable à la mener vers la **réunification**, inéluctable à terme selon Pékin.

Un soft power chinois en Asie ? La Chine tolère effectivement mal une île alliée des Etats-Unis aussi proche de ses côtes et au cœur de ses voies de communications maritimes⁴². De par sa position, l'indépendance de Taïwan gênerait aussi considérablement la profondeur géostratégique régionale chinoise⁴³ et son projet des « trois lignes d'îles » destiné à sécuriser son accès au Pacifique d'ici 2020. La RPC est néanmoins consciente de la nécessité de donner une meilleure perception en Asie que le nationalisme agressif⁴⁴. Parallèlement à sa palette d'actions coercitives, elle développe ainsi auprès de Taïwan une « offensive de charme ». Pour ce faire, la Chine mise sur la stratégie multiforme du « front uni », cherchant en réalité à saper en profondeur les aspirations indépendantistes taïwanaises (ex. : exemptions douanières aux agriculteurs du sud de l'île, base électorale indépendantiste). Lors de l'entretien à Singapour en novembre 2015, l'invitation faite à Taïwan de participer aux « Routes de la Soie » commerciales et à la BAI⁴⁵ visait à concurrencer le TPP, mais impliquait aussi la continuation de la ligne Ma Ying-jeou après 2016.

Toutefois, le dragon chinois se heurte à plusieurs contradictions. Il cherche à se concilier Taïwan mais a pris le risque de lui offrir une visibilité internationale accrue à Singapour. En outre, la menace militaire potentielle bloque l'indépendance tout en consolidant l'identité et la résistance taïwanaises. L'augmentation des échanges culturels se révèle à maints égards contre-productifs en renforçant surtout la conscience des différences. Tous ces facteurs ont contribué à la victoire indépendantiste aux élections de janvier 2016. La

Chine craint aussi un « mauvais exemple »⁴⁶ déstabilisateur de démocratisation-émancipation propre à inspirer des régions chinoises, au Tibet et à Hong-Kong en particulier⁴⁷. L'objectif reste d'arriver à court-circuiter le suffrage universel taïwanais par un mélange de persuasion et d'intimidation. Quel que soit le parti au pouvoir à Taïwan, Xi Jinping pourrait ainsi imposer ses vues par le seul rapport de forces et rehausser son prestige au sein d'une population chinoise affectée par le ralentissement économique actuel.

La garantie de sécurité américaine. Taïwan est une pomme de discorde persistante dans les relations sino-américaines et une des raisons du « pivot » vers l'Asie⁴⁸. Par sa supériorité militaro-stratégique actuelle, l'aigle américain veut garder ouvertes les routes maritimes régionales et son contrôle sur le Pacifique occidental. Taïwan se situe au centre de son dispositif de *containment* envers la Chine, entre le Japon et l'Inde. En voulant attirer l'île, Pékin chercherait également à déstabiliser le réseau de sécurité asiatique des Etats-Unis. La Chine se sert du différend sur les îles *Senkaku/Diaoyu*, sur lequel les « deux Chine » ont des positions proches, pour tenter de dissocier Taipei de Tokyo et Washington. Ce dernier prend au sérieux l'éventualité d'une invasion militaire chinoise insulaire et envisage les possibilités de riposte⁴⁹ face à un scénario de « type Crimée », qui sert aussi à justifier en partie le budget de défense américain. Le *statu quo* actuel convient aux Etats-Unis, mais qu'en serait-il en cas d'attaque et/ou de pressions chinoises menaçant la survie de Taïwan ? C'est le dilemme auquel sont confrontés les Américains : ne pas intervenir ruinerait leur crédibilité stratégique et pourrait encourager d'autres initiatives chinoises en Asie ; riposter entraînerait une escalade dévastatrice à tous les niveaux⁵⁰. La Chine fait de plus pression afin que soit annulé le *Taiwan Relations Act*, garant de l'intégrité territoriale taïwanaise. L'hypothèse de « dire au revoir à Taïwan »⁵¹ en échange d'avantages économiques a été posée aux Etats-Unis. En réalité, les Américains tentent jusqu'ici de mener une politique d'équilibre contournant ces deux *scenarii* dangereux en préservant leurs intérêts face à Pékin. L'extension du soutien américain à Taïwan à la Mer de Chine méridionale, votée au Congrès en octobre 2015⁵², et l'accélération des ventes d'armes visent à dissuader la Chine d'intervenir militairement. Les Etats-Unis pourraient être amenés à redéfinir des modalités claires d'actions (ou non) à Taïwan, envisageant même d'affronter de nouvelles crises suite aux élections de janvier 2016.

⁴⁶ L'expression officielle chinoise parle du « poison de la démocratie occidentale » (*China Analysis*, n° 49, juin 2014, p. 30-38).

⁴⁷ Tibet, Taiwan and China – A Complex Nexus. *The Diplomat*, 24 novembre 2015. Consulté le 10/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2NPi>

⁴⁸ Taïwan au cœur du pivot stratégique américain vers l'Asie ? *Monde chinois*, n° 40, 2014/4, p. 54-59.

⁴⁹ Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2015. *U.S Department of Defense*, mai 2015. Consulté le 10/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2NUt>

⁵⁰ Les Etats-Unis sont le 2^{ème} client de la Chine ; la Chine est le 1^{er} fournisseur des Etats-Unis ainsi que le 1^{er} détenteur mondial de dette américaine.

⁵¹ L'expression est du professeur John Mearsheimer (« *Say Goodbye to Taiwan* ») dans l'article éponyme du *National Interest* du 25 février 2014.

⁵² PANDA, Ankit. US to Support Taiwan in South China Sea Per 2016 Defense Budget Bill. *The Diplomat*, 4 octobre 2015. Consulté le 25/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3bpE>

⁴⁰ CORCUFF, Stéphane. Que se passe-t-il dans le détroit de Taïwan ? *Diplomatie*, Les grands dossiers n° 20, avril-mai 2014, p. 50-53.

⁴¹ *Trans-Pacific Partnership*, traité de libre-échange signé le 4 février 2016 entre les Etats-Unis et certains pays riverains du Pacifique (Japon, Australie, Viet-Nam par exemple) mais excluant la Chine continentale.

⁴² Par exemple, la Chine est devenue le 1^{er} importateur mondial de pétrole, dont 80 % transitent par les Mers de Chine orientale et méridionale.

⁴³ EUDELIN, Hugues. La nouvelle puissance maritime de la Chine et ses conséquences. *Stratégie*, n° 109, juillet 2015, p.169-193.

⁴⁴ China and Rebalancing the World Order : A View From Southeast Asia. *Rajaratnam School of International Studies*, 18 novembre 2015. Consulté le 09/02/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/2OLo>

⁴⁵ La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures a été créée en juin 2015 sous l'influence de la Chine et regroupe une cinquantaine de pays (Inde, Russie, France, Australie).